

Cr de la réu du 12 avril 2023

Présent.es : Ami.es de May, Solidaires. NPA. FSU. Libre pensée. Qui d autre??

// **tour d infos :**

l'obligation du SNU dans les 6 départements dès la rentrée 2023 est suspendue. On gagne du temps mais ce n est que suspendu...

Le travail d information que nous avons mené a sans doute été positif !

Le nombre de jeunes volontaires ne monte pas, les autorités sont sur l'objectif d un recrutement de 3000 pour l'année dans le 44, au cours des 3 séjours de cohésion (16 au 28 avril 2023, 11 au 23 juin et 4 au 16 juillet). Le rectorat envoie des listes nominatives d'élèves "ambassadeurs" du snu par établissement ! Très peu nombreux
Le rapport sénatorial est également un point d appui.

// toujours pas d'éléments juridiques, notamment sur la constutionnalité et droits des enfants (demandé à la LDH) en vue d'établir un petit dossier en direction des parlementaires. **Relancer...**

M.Thavel, député de St nazaire alerté et attentif. Une question à été posée au parlement **(l'avoir avec réponse!)**

// travail d'envoi de notre communiqué aux médias le mois dernier, aucun retour. **Le refaire à l'issue de l'action de mercredi.**

Qui prend photo ? Qui écrit un article pour LaBase du 1er mai ?

// mercredi 19, Bouffay à Nantes, campagne officielle gouvernementale de promotion du SNU de 11h à 17h.

On y va avec tracts, affiches, infokiosk, chansons, boissons.

Rv Départ Covoiturage à 10h des Ami.es de May. Être à 12 heure ! On prévient nos réseaux.

// date fixée, à réserver ! **pour une soirée antimilitariste, contre le snu le vendredi 16 juin, 18h, place du commando !**

On prépare plus précisément pour la **prochaine réunion le mercredi 10 mai, 18h, Ami.es de May.**

1er communiqué envoyé à la presse (60 mails) autour du 15/03/23

COMMUNIQUÉ DE PRESSE à propos du Service National Universel (SNU).

Le président Macron tarde à annoncer le cadrage du SNU, en ce contexte de revendications sociales fortes du peuple, et de peur que la contestation de sa politique soit contagieuse au sein de la jeunesse...

Depuis 2019, le gouvernement tente de refaire vivre un service militaire à tout jeune âgé·e de 15 à 17 ans, sur base de volontariat. Pour cela, une nouvelle étape serait en cours : le rendre obligatoire dans six départements en 2024, puis à le généraliser sur l'ensemble du territoire en 2026 pour une cohorte de 800 000 jeunes, correspondant au nombre d'élèves de niveau des secondes de voies générale, technique et professionnelle, aux apprenti·es, aux jeunes travailleur·euses et ceu·les non scolarisé·es.

Jusqu'ici c'est un fiasco : 49 010 volontaires ont participé à un « séjour de cohésion » et/ou à une « mission d'intérêt général », bien loin des objectifs du gouvernement et de Macron

Ces quatre dernières années, le collectif "Non au SNU" est attaché à rendre impossible tout retour à une forme de militarisation des jeunes mineur·es. Sa déclinaison à Saint-Nazaire permet depuis plus d'un an à des mouvements pacifistes et/ou antimilitaristes de s'organiser pour contrer la "communication-propagande-pédagogie" du gouvernement. Nos réflexions se basent fortement sur nos expériences d'objection de conscience, d'insoumission, de militantisme pour la paix et le respect de la Convention Internationale des droits de l'enfant ratifiée en 1989, mais aussi par un suivi de l'actualité du SNU, par la lecture des différents rapports (INJEP, commissions du Sénat ...) et par le retour d'audiences auprès de la secrétaire d'État Sarah El Haïry.

Le dernier rapport de la commission financière du Sénat a établi une critique virulente quant au budget alloué à terme (près de 2 milliards d'euros prélevés sur le budget de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse, en se basant sur un montant de 2187,50 euros par jeune), pointe le manque d'infrastructures et des conditions d'accueil pour 800 000 jeunes, et enfin interroge les orientations "éducatives".

Le gouvernement dessine deux scénarios : la généralisation hors du temps scolaire, donc pendant les vacances, et sur le temps scolaire de fin d'année. Et il souhaite favoriser la validation du SNU sur Parcoursup !

À ce jour, aucune loi cadrant le SNU et donc aucun débat démocratique n'a pu avoir lieu : le gouvernement poursuit son entêtement à vouloir militariser toute une jeunesse !

Lors des vœux aux Armées le 20 janvier, Emmanuel Macron a annoncé une hausse des moyens financiers destinée à sa politique militariste de défense, et au développement d'une « économie de guerre », pour un montant de 413 milliards d'euros pour les sept prochaines années, soit +59 milliards par an ! Il faut savoir que les différentes lois de programmation militaire autorisent désormais un budget alloué de près de 44 milliards d'euros par an, soit 2% du PIB, le second après celui du ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse (60 milliards d'euros).

Alors qu'il faudrait œuvrer pour le désarmement et la paix, pour la préservation des milieux et de la biodiversité, des capacités à vivre solidairement en société...

Le collectif Non au SNU de Loire Atlantique refuse toute expérimentation du SNU et de toute immersion des armées à l'école. Il souhaite la pleine reconnaissance des missions éducatives de l'école publique et des associations d'éducation populaire. Il critique fermement la militarisation actuelle des esprits et des corps, l'embrigadement des jeunes mineur-es, leur soumission aux obligations patriotiques et leur résignation à une vie précarisée !

Tout-es concerné-es !

La dernière video du Collectif « SNU, EMBRIGADEMENT DES JEUNES, Acte 13 » <https://www.youtube.com/watch?v=GGxyZzLlhss>

Chaque second mercredi du mois à 18h, un rendez-vous discussion sur l'actualité du SNU se déroule au local autogéré des Ami-es de May, 25 bd de la Renaissance, proche de la gare.

La prochaine action devrait avoir lieu à Nantes le 19 avril 2023, dans le cadre promotionnel de « la tournée Expérience SNU », organisé par le secrétariat d'État auprès des ministres des Armées et de l'Éducation nationale et de la jeunesse <https://www.snu.gouv.fr/la-tournee-experience-snu/>

+autocollant

+dernier tract du Collectif national Non au SNUc

2nd communiqué envoyé à la presse (5 mails) ke 17/04/23

COMMUNIQUÉ PRESSE

Par le collectif Non au SNU de Loire Atlantique.

Contact : collectif44contrelesnu@gmail.com

RDV MERCREDI 19 AVRIL à midi, place du Bouffay à Nantes pour un « Apéro antimilitariste » en réponse à la promotion du SNU par la « Tournée Expérience SNU » <https://www.snu.gouv.fr/la-tournee-experience-snu/>

Nous serions heureux-es de pouvoir expliciter davantage notre propos.

Un fiasco depuis 2019.

Un fiasco pour la promesse du candidat Macron de 2017 : l'obligation généralisée du SNU est mise en sursis, dans ce contexte embrasé que connaît la société autour de la contre-réforme des retraites ... mais ce n'est qu'une mise en sommeil momentanée...

Un fiasco car les jeunes ne se ruent pas sur le SNU : seulement 49 010 volontaires, mineur-es ont répondu à l'appel du SNU (sur un pronostic de 98 000 pour le gouvernement), un tiers des participant-es ont déjà un parent qui travaille dans les « corps en uniforme », 20% des inscrit-es « désertent » et à peine 50% ont réalisé la phase 2 du SNU (la « mission d'intérêt général »).

Un fiasco car de nombreuses critiques portent sur le budget, les conditions d'hébergement et d'encadrement des jeunes lors des « séjours de cohésion ». La commission des finances du Sénat, au 8 mars dernier, critique le budget alloué de près de 3 milliards d'euros, prélevé sur le budget de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse, soit un coût de 2187,50€ par jeune, pointe le manque d'infrastructures et des conditions d'accueil pour 800 000 jeunes, et enfin interroge les orientations "éducatives".

Et pourtant Sarah El Hairy organise une tournée promotionnelle du SNU...

Le collectif Non au SNU 44 oppose

- un refus total et inconditionnel à cette Tournée Expérience SNU, à toute expérimentation du SNU et de toute immersion des armées à l'école.

- une critique acerbe de la militarisation actuelle des esprits et des corps, de l'embrigadement des jeunes mineur-es, de l'injonction à toute soumission patriotique et à toute résignation à une vie précarisée !

Le collectif Non au SNU 44 aspire à œuvrer pour le désarmement et la paix, pour la préservation des milieux et de la biodiversité, pour favoriser des capacités à vivre solidairement en société... Il souhaite la pleine reconnaissance des missions éducatives de l'école publique et des associations d'éducation populaire.